

Unité départementale du Haut-Rhin
2 place du général de Gaulle
68100 MULHOUSE

MULHOUSE, le 09/11/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 20/10/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

B+T Energie France (BOHN et TERRANOVA

CD 52
68490 Chalampé

Références : 0003013459 _2023_10_20_B+T_CHALAMPE_VIIC-Mesure-en-continu
Code AIOT : 0003013459

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/10/2023 dans l'établissement B+T Energie France (BOHN et TERRANOVA implanté CD 52 68490 Chalampé. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection s'inscrit dans le cadre d'une action nationale de l'inspection des installations classées réalisée en 2022 et reproduite en 2023 au niveau régional. Cette action nationale vise à vérifier la conformité des équipements de mesure en continu des rejets dans l'air mis en place par les exploitants. La vérification porte sur le respect des procédures QAL1 (certification de l'appareil de mesure), QAL2 (étalonnage et validation de l'appareil de mesure sur le site), QAL3 (vérification de la dérive des appareils) et AST (Test Annuel de Surveillance) des appareils de mesure en continu exploités sur le site.

Dans le cas de l'installation contrôlée compte tenu de la mise en service du site en juin 2023, l'analyse de conformité ne pouvait être réalisé vis-à-vis des procédures QAL2, QAL3 et AST. Le contrôle s'est donc focalisé sur le respect de l'application des procédures QAL1, et sur l'exhaustivité de la surveillance mise en place par l'exploitant vis-à-vis des émissaires susceptibles d'exister sur ses installations. Considérant son autorisation d'exploiter acquise au 20 avril 2020, les référentiels réglementaires retenus pour cette inspection ont été :

- L'arrêté du 20 septembre 2002 relatif aux installations d'incinération et de co-incinération de déchets non dangereux et aux installations incinérant des déchets d'activités de soins à risques infectieux,
- l'arrêté ministériel du 12 janvier 2021 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables aux installations d'incinération et de co-incinération de déchets relevant du régime de l'autorisation au titre de la rubrique 3520,
- et l'arrêté préfectoral du 24 septembre 2021 portant modification de l'autorisation d'exploiter une unité de valorisation énergétique de combustibles solides de récupération (CSR), de déchets d'activité économique (DAE) et d'ordures ménagères (OM) sur le territoire de la commune de Bantzenheim à la société B+T ENERGIE France Sas

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- B+T Energie France (BOHN et TERRANOVA)
- CD 52 68490 Chalampé
- Code AIOT : 0003013459
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société B+T Energie France, exploite sur la plateforme chimique W-Europe de Chalampé une unité d'incinération de combustibles de substitution (CSR) et déchets industriels. Cette installation est soumise à autorisation notamment au titre des rubriques 2771, 2971, 3110 et 3520.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants : rejets atmosphériques - suivi des mesures en continu

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
4	Autres mesures	Arrêté Préfectoral du 24/09/2021, article 10.2.1.2	Lettre de suite préfectorale	1 mois
5	Assurance qualité	Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article 2.2.2	Lettre de suite préfectorale	3 mois
6	Conditions de respect des valeurs limites	Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 18	Lettre de suite préfectorale	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Conditions de rejet	Arrêté Préfectoral du 24/09/2021, article 10.3.2.2	Sans objet
2	Transmission des résultats d'autosurveillance	Arrêté Préfectoral du 24/09/2021, article 10.3.2.2	Sans objet
3	Mesures en continu	Arrêté Préfectoral du 24/09/2021, article 10.2.1.1	Fera l'objet d'un arrêté préfectoral complémentaire ultérieurement
8	Valeur limite d'émissions	Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article 7.1.1	Fera l'objet d'un arrêté préfectoral complémentaire ultérieurement

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'examen des documents portés à la connaissance de l'Inspection et les constats réalisés sur site mettent en avant les points suivants :

- en non-conformité aux dispositions de l'article 10.2.1.2 de l'arrêté préfectoral du 24/09/2021, l'exploitant n'a pas fait réaliser les contrôles des rejets atmosphériques pour les paramètres non suivis en continu, et n'a pas fait procéder à la mesure des paramètres suivis en continu par un organisme accrédité,
- le dispositif de mesure de modèle MSC100FT ne respecte pas certaines des conditions normatives nécessaires pour considérer qu'il est utilisé conformément au certificat QAL 1 qui lui est délivré, et ce en non-conformité avec les dispositions de l'article 2.2.2 de l'arrêté ministériel du 12/01/2021,
- en non-conformité à l'article 18 de l'arrêté ministériel du 20/09/2002, l'exploitant transmet ses résultats de mesure en corrigeant les valeurs mesurées en appliquant une incertitude sur la valeur mesurée et non sur la valeur limite d'émission qui lui est imposée.

Considérant la nature des non-conformités relevées (notamment de l'ordre du documentaire, ou de l'organisation, des engagements fermes pris par l'exploitant dans un délai contraint (commande ferme passée pour les mesures des rejets atmosphériques), et de l'absence d'impact direct sur les intérêts protégés par l'article L.511-1 du code de l'environnement des non-conformités relevées, il est proposé courrier préfectoral en vu de traiter ces écarts.

Par ailleurs il apparaît qu'une partie des prescriptions de l'arrêté préfectoral du 24/09/2021 n'est pas

adaptée à la situation des installations sur site, ou à des dispositions ministérielles plus contraignante. Ainsi il apparaît qu'il convient d'ajouter aux prescriptions réglementant les activités du site, l'identification et le suivi de 6 émissaires non référencés à jour dans l'arrêté (5 liés à des rejets de silos de stockage de produits pulvérulents, et un lié au système de captage des émissions de la fosse à déchet lorsque l'incinération est à l'arrêt). Un projet d'arrêté préfectoral complémentaire sera proposé ultérieurement.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Conditions de rejet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/09/2021, article 10.3.2.2
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des rejets atmosphériques
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...] Tout rejet non prévu au présent chapitre ou non conforme à ses dispositions est interdit. La dilution des rejets atmosphériques est interdite.</p> <p>[...]</p> <p>Les gaz issus de l'incinération des déchets sont rejetés à l'atmosphère par l'intermédiaire d'une cheminée.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de l'examen des documents transmis par l'exploitant (schémas d'instrumentation et de tuyauterie) et le contrôle des installations sur site, l'inspection n'a pas détecté de situation conduisant à des situations pouvant être assimilées à une dilution des rejets atmosphériques sur site.</p> <p>La forme des conduits contrôlés par échantillonnage sur site (rejets incinération, silos "refium" et secours poussière fosse déchets), n'appelle pas d'observation de la part de l'inspection. Les gaz issus de l'incinération des déchets sont rejetés à l'atmosphère par l'intermédiaire d'une cheminée.</p> <p>Il a pu en revanche être constaté la présence d'un ensemble d'émissaires non réglementés par l'arrêté d'autorisation du site, et ce en non-conformité à la prescription contrôlée. Ainsi peuvent être cités les émissaires suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • 1 émissaire lié au captage des émissions de poussières de la fosse à déchets dans le cas où l'installation d'incinération serait à l'arrêt. Cet émissaire est précédé d'un système de traitement par filtre à manche. • 2 émissaires liés aux 2 silos de stockage de "refium" (particules fines issues des dépoussiérages des installations d'incinération). Ces émissaires sont précédés de filtres à manche et l'air des silos est extrait par ventilation forcée. • 1 émissaire lié au silo de stockage de la chaux hydratée. Cet émissaire est précédé d'un filtre à manche. • 1 émissaire lié au silo de stockage de la chaux vive. Cet émissaire est précédé d'un filtre à manche. • 1 émissaire lié au silo de stockage du charbon actif. Cet émissaire est précédé d'un filtre à manche. <p>Bien que l'exploitant ne respecte pas la prescription contrôlée, il a fait état lors du contrôle sur site, d'une campagne de mesure en cours de planification pour ces émissaires pour le paramètre poussière. L'exploitant a pu transmettre le 02/11/2023 les éléments démontrant qu'une commande pour la réalisation d'une mesure sur l'ensemble des émissaires précité a été passée, avec une planification d'intervention pour le mois de janvier 2024.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Transmission des résultats d'autosurveillance

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/09/2021, article 10.3.2.2
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des rejets atmosphériques
Prescription contrôlée : Les résultats des analyses demandées aux articles 5.1.9, 9.2.1, 10.2.1 et 10.2.5, accompagnés des flux des polluants mesurés, sont communiqués à l'inspection des installations classées : Trimestriellement en ce qui concerne la mesure de la température de la chambre de combustion, les mesures en continu et en semi-continu demandées à l'article 10.2.1, accompagnées de commentaires sur les causes des dépassements constatés ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées ; [...] Ces résultats sont accompagnés, à chaque fois que cela semble pertinent, par une présentation graphique de l'évolution des résultats obtenus sur une période représentative du phénomène observé, avec tous commentaires utiles.
Constats : Aucun élément d'autosurveillance n'avait été transmis par l'exploitant en amont de l'inspection du 20 octobre 2023. Ceci constitue une non-conformité aux conditions d'exploiter compte tenu de la mise en service des installations en juin 2023, une transmission était attendue début juillet pour le 2 ^{ème} trimestre de l'année, et début octobre pour le 3 ^{ème} trimestre de l'année. Dans le cadre du contrôle (en amont et en aval de la visite d'inspection), l'exploitant a transmis l'ensemble des éléments requis par la prescription contrôlée.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Mesures en continu

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/09/2021, article 10.2.1.1
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des rejets atmosphériques
Prescription contrôlée : L'exploitant réalise la mesure en continu, au conduit n°1 défini à l'article 3.2.3 du présent arrêté, des substances suivantes : <ul style="list-style-type: none">- poussières totales ;- substances organiques à l'état de gaz ou de vapeur exprimées en carbone organique total (COT) ;- chlorure d'hydrogène ;- fluorure d'hydrogène ;- dioxyde de soufre ;- oxydes d'azote ;- ammoniac. L'exploitant mesure également en continu dans les gaz de combustion : <ul style="list-style-type: none">- le monoxyde de carbone ;- l'oxygène ;- la vapeur d'eau ;- le débit de fumée ;- température ;- Pression.
Constats : L'examen des différents documents transmis par l'exploitant et le contrôle des installations réalisé sur site permettent de confirmer la présence des dispositifs de mesures en continu tels que

mentionné dans la prescription contrôlée. Il est à noter par ailleurs la présence d'un dispositif de mesure en continu du paramètre mercure. Les dispositifs de mesures prévus par la prescription contrôlée sont par ailleurs positionnés en amont immédiat des rejets à l'atmosphère sur la cheminée des rejets non soumis à un effet de dilution.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Autres mesures

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/09/2021, article 10.2.1.2
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des rejets atmosphériques
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant fait réaliser par un organisme agréé par le ministre chargé des installations classées ou, s'il n'en existe pas, accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation (European Cooperation for Accreditation ou EA) :</p> <ul style="list-style-type: none"> - deux mesures par an de l'ensemble des paramètres mesurés en continu, - au moins quatre mesures à l'émission par an : <p>du cadmium et de ses composés, du thallium et de ses composés, du mercure et de ses composés, du total des autres métaux (Sb + As + Pb + Cr + Co + Cu + Mn + Ni + V), des dioxines et furanes.</p> <p>Au cours de la première année d'exploitation, une telle mesure externe de l'ensemble des éléments métalliques mentionnés à l'alinéa précédent et des paramètres suivis en continu et en semi-continu est réalisée tous les trois mois.</p> <p>[...]</p> <p>Constats :</p> <p>Compte tenu de la mise en service des installations en juin 2023, il était attendu de la part de l'exploitant a minima une mesure des paramètres mentionnés dans la prescription en septembre 2023, puis en décembre 2023. A la date de réalisation du contrôle, aucune campagne de mesure n'avait été réalisée par l'exploitant. Il est à noter que l'exploitant s'est engagé à réaliser une campagne de mesure pour la semaine 47 (en transmettant une commande de réalisation).</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre préfectorale
Proposition de délais : 1 mois

N° 5 : Assurance qualité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article 2,2,2
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des rejets atmosphériques
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Pour la surveillance des effluents, l'exploitant utilise des méthodes d'analyse lui permettant de réaliser des mesures fiables, répétables et reproductibles. Les normes mentionnées ci-dessous sont réputées permettre l'obtention de données d'une qualité scientifique suffisante.</p> <p>Constats :</p> <p>En application des dispositions de la prescription contrôlée sont à considérer pour la vérification du respect des conditions normatives, les normes EN 15267-1, EN 15267-2, EN 15267-3 et EN 14181, concernant la mise en place et le suivi les dispositifs de mesures en continu. L'objectif du présent point de contrôle est de vérifier que l'exploitant a bien mis en œuvre les procédures dites "QAL1", à savoir que ses différents systèmes de mesure sont bien conçus pour mesurer les polluants considérés de façon fiables, répétables et reproductibles. Compte tenu de la mise en service récente des installations (juin 2023). Le contrôle n'a porté que sur cette procédure dite "QAL1" d'assurance qualité, les procédures dites "QAL2", "QAL3" ou encore "l'AST" n'ont pas pu faire</p>

l'objet de constats.

Le certificat "QAL 1" du dispositif MCS100FT mentionne que le dispositif de mesure est notamment certifié pour les paramètres CO, NO, NO₂, SO₂, HCl, HF, NH₃, COT, O₂, et H₂O. Ce certificat est valide jusqu'au 11 février 2025. Il est inscrit que le dispositif de mesure est certifié pour une température ambiante de +5°C à +40°C. Il a pu être constaté sur site que le dispositif de mesure est implanté en extérieur et est soumis aux aléas climatiques. Ainsi, il apparaît, au vu des températures ambiantes locales (variant de -25°C à +39°C selon les données à disposition de l'inspection) que le dispositif n'est pas adapté pour fonctionner dans son domaine de certification. Par ailleurs, sans en faire le détail dans ce constat, il apparaît que l'examen des plages de certification des concentrations ne sont pas cohérentes avec les valeurs limites imposées. Ainsi et pour exemple la VLE (Valeur Limite d'Emission) sur une demi-heure en mg/Nm³ est de 200 pour le SO₂ lorsque l'étendue de mesure certifiée est de 0 - 75 pour l'appareil. D'autres paramètres tel que l'HCl, l'HF, le COT et le NH₃ sont concernés par cet écart. Cependant pour chacun de ces paramètres, il existe une plage de mesure supplémentaire couvrant les VLE des paramètres. Ainsi il est considéré que la performance du dispositif est démontrée pour tous ces paramètres. Il est à noter que les étendues de mesures sont toutes inférieures à 1,5 fois la VLE 30 min, et que les plages de mesure supplémentaires sont toutes supérieures à 2 fois les VLE 30 min des différents paramètres.

Le certificat "QAL 1" du dispositif SP100 mentionne que le dispositif de mesure est certifié pour le paramètre Poussière. Ce certificat est valide jusqu'au 2 mai 2026. Il est inscrit que le dispositif de mesure est certifié pour une température ambiante de -40°C à +60°C. Cette plage de température couvre bien la plage de températures ambiantes locales (variant de -25°C à +39°C selon les données à disposition de l'inspection). L'étendue de mesure certifiée est de 0 - 7.5 mg/m³ pour une VLE 30 minutes fixées à 30. Ainsi l'étendue de mesure initiale ne suffit pas à couvrir la plage de mesure relative à la VLE, le dispositif dispose par ailleurs de plages de mesures supplémentaires allant notamment de 0 à 50 mg/m³. Ainsi, il est considéré que la performance du dispositif est démontrée pour ce paramètre. Il est à noter que l'étendue de mesure est inférieure à 1,5 fois la VLE 30 min, et la plage de mesure supplémentaire est supérieure à 2 fois la VLE 30 min.

Le certificat "QAL 1" du dispositif FLOWSIC100 mentionne que le dispositif de mesure est certifié pour le paramètre débit (vitesse). Ce certificat est valide jusqu'au 2 mai 2026. Il est inscrit que le dispositif de mesure est certifié pour une température ambiante de -40°C à +60°C. Cette plage de température couvre bien la plage de températures ambiantes locales (variant de -25°C à +39°C selon les données à disposition de l'inspection). L'étendue de mesure certifiée est de 0 - 20 m/s pour une vitesse nominale des gaz de l'ordre de 12m/s (donnée issue du dossier de demande d'autorisation).

En conclusion, le dispositif de mesure MCS100FT ne respecte pas les conditions normatives prévues par la prescription contrôlée.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre préfectorale

Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : Conditions de respect des valeurs limites

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 18

Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des rejets atmosphériques

Prescription contrôlée :

Les moyennes sur une demi-heure et les moyennes sur dix minutes sont déterminées pendant la période de fonctionnement effectif (à l'exception des phases de démarrage et d'extinction, lorsqu'aucun déchet n'est incinéré) à partir des valeurs mesurées après soustraction de l'intervalle de confiance à 95 % sur chacune de ces mesures. Cet intervalle de confiance ne doit pas dépasser les pourcentages suivants des valeurs limites d'émission définies à l'article 17 :

Monoxyde de carbone : 10 % ;

Dioxyde de soufre : 20 % ;

Ammoniac : 40 % ;

Dioxyde d'azote : 20 % ; Poussières totales : 30 % ; Carbone organique total : 30 % ; Chlorure d'hydrogène : 40 % ; Fluorure d'hydrogène : 40 %.
Constats : L'examen des certificats "QAL 1" pour les dispositifs MCS100FT et SP100 qui permettent de mesurer les différents paramètres listés dans la prescription contrôlée, montre que chaque intervalle de confiance est respecté. En revanche l'examen des éléments fournis par l'exploitant en termes de report des valeurs mesurées montre que les dispositifs mis en place par l'exploitant fournissent des mesures corrigées (conditions normales de température et pression, et ramenées à 11% d'O ₂), validées (en dehors des périodes d'arrêt/démarrage des installations), avec une correction de l'incertitude réalisée sur la valeur mesurée, et non sur la VLE associée au paramètre mesuré. Ce point constitue une non-conformité à la prescription contrôlée en matière d'expression des résultats mesurés (sous estimant ainsi les valeurs transmises à l'administration).
Observations : Il appartient à l'exploitant de considérer que la correction de la valeur mesurée par l'intervalle de confiance est à réaliser uniquement pour les valeurs dépassant les valeurs limites d'émissions. Pour les valeurs mesurées corrigées inférieures aux VLE, l'incertitude de mesure ne doit pas être prise en compte. L'incertitude peut être prise en compte pour l'expression des flux (dans les conditions mentionnées ci-avant).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

N° 7 : Valeur limite d'émissions

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/09/2021, article 3.2.4
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des rejets atmosphériques
Prescription contrôlée : Le tableau ci-dessous définit les valeurs limites en concentration et en flux à ne pas dépasser, les volumes de gaz rejetés étant rapportés : - à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs), - à une teneur en O ₂ (dioxygène) de 11 %. [...]
Constats : Les constats réalisés sur site et l'examen des documents transmis permettent de conclure que les mesures transmises par l'exploitant sont bien rapportées : - à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals), - après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs), - à une teneur en O ₂ (dioxygène) de 11 %.
Type de suites proposées : sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Valeur limite d'émissions

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article 7,1,1
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des rejets atmosphériques
Prescription contrôlée : En conditions normales de fonctionnement, l'exploitant respecte les valeurs limites d'émissions suivantes, associées aux émissions atmosphériques canalisées résultant de l'incinération des déchets : [...]

- Nox : 80 mg/Nm3 ; [...]
Constats : L'Inspection a pu relever que la VLE fixée pour le paramètre NOx par l'arrêté ministériel du 12/01/2021 est inférieure à celle reprise dans l'arrêté préfectoral du site. Ainsi il est considéré que l'article 3.2.4 de l'arrêté préfectoral du 24/09/2021 est à reprendre, la prescription telle qu'elle existe n'est pas adaptée.
Observations : Il appartient à l'exploitant d'intégrer cette VLE ministérielle plus contraignante au suivi de ses rejets.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet